



*Direction Générale des Finances*

-----  
Direction du Budget

**PROJET**  
**DE LOI DE FINANCES**  
**RECTIFICATIVE**  
**POUR L'ANNEE 2003**

**MEF/DGF/DB/BAF/PD**

<b>TABLE DES MATIERES</b>	
<b>EXPOSE GENERAL DES MOTIFS</b>	<b>I-III</b>
<b>EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE</b>	<b>1</b>
Liste des articles	<b>2</b>
PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	<b>3</b>
<b>Dispositions relatives aux ressources</b>	<b>3-4</b>
<b>Dispositions relatives aux charges</b>	<b>4-5</b>
<b>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</b>	<b>5</b>
DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES	<b>6</b>
A- BUDGET GENERAL	<b>6</b>
A-1 Budget de fonctionnement	<b>6</b>
<b>Dépenses ordinaires : services votés</b>	<b>6-7</b>
<b>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</b>	<b>7-8</b>
A-1 Budget d'investissement	<b>8</b>
<b>Dépenses en capital sur ressources propres</b>	<b>8</b>
<b>TABLEAUX RECAPITULATIFS</b>	<b>9</b>
(Annexés à l'exposé des motifs par article)	
Budget général	<b>10</b>
I – Recettes	<b>11-12</b>
II – Dépenses	<b>13-20</b>
• Comparaison par titre et par ministère des crédits ouverts par la loi de finances initiale 2003 et ceux prévus dans la loi de finances rectificative 2003.	
 <b>PROJET DE LOI</b>	 <b>21</b>
Projet de loi	<b>22-24</b>
Annexes législatives	<b>25</b>
• Annexe I : Budget général – recettes	<b>26-27</b>
• Annexe III : Réévaluation des services votés	<b>28-34</b>
• Annexe IV : Répartition des mesures nouvelles	<b>35-36</b>
• Annexe V : Budget Consolidé d'Investissement	
Répartition des (AP et CP) et (FA et PT) mesures nouvelles	<b>37-38</b>

## **A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Pour permettre l'utilisation des ressources tirées de l'Initiative « Pays pauvres très endettés » (PPTTE) obtenues en 2001, 2002 et attendues en 2003 d'une part et d'autre part, des ressources additionnelles exceptionnelles actuellement en trésorerie ainsi que de l'aide budgétaire en provenance des Pays-Bas, le gouvernement a décidé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Nationale une loi de finances rectificative.

Le projet de loi de finances Rectificative 2003 obéit aux orientations stratégiques du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui constitue le cadre de référence des politiques du Gouvernement en matière de réduction de la pauvreté et de croissance économique.

Cette loi de finance rectificative a pour objet :

- de financer des projets et actions contribuant directement à satisfaire les besoins prioritaires des populations notamment rurales défavorisées par :
  - l'appui aux groupes vulnérables à travers la construction de centres départementaux pour la femme, l'acquisition de matériel pour l'allègement des travaux de la femme, la mise en place d'une ligne de crédits pour l'entreprenariat féminin dont une part importante pour la Casamance, la construction d'un centre national pour les malades mentaux, les handicapés et les drogués, un fonds de solidarité national
  - l'appui au monde rural à travers la mise en place de mesures d'urgence comme la subvention des semences d'arachides et le programme de relance de la production de maïs ;
  - l'approvisionnement en eau potable en milieu rural et la maîtrise de l'eau à travers la phase pilote du programme de pluies artificielles ;
  - l'intensification de l'électrification rurale ;
  - la construction et la réhabilitation des pistes rurales ;
  - la réhabilitation des centres de perfectionnement des artisans ;
  - la construction et l'équipement des cases des tout petits ;
  - l'équipement de l'hôpital de Touba et des postes et centres de santé ;
  - le renforcement de l'appui aux collectivités locales par une dotation supplémentaire au Fonds d'équipement des collectivités locales.
- d'acquérir des vivres de soudures et aliments de bétail ;
- de financer le plan social de la Société Nationale des Chemins de fer du Sénégal dans le cadre de la privatisation de l'axe Dakar-Bamako ;
- de contractualiser certains personnels du Ministère de la Santé et de procéder à la prise en charge de la prime de motivation des agents de la Santé dans les zones rurales défavorisées ;
- de financer des dépenses d'environnement arrêtées en accord avec les Pays-Bas.

Ces dépenses d'un montant de 60,2 milliards sont couvertes grâce à :

- la mobilisation des ressources tirées de l'allègement PPTTE pour 43,7 milliards. Conformément à l'orientation retenue pour l'affectation des ressources PPTTE, 97,02% des économies, soit 42,4 milliards sont alloués à l'investissement. Dans cette enveloppe 32,8 milliards soit 77% vont au monde rural.
- l'aide budgétaire d'un montant de 1,2 milliard octroyée par les Pays-Bas au gouvernement du Sénégal pour appuyer le ministère de l'Environnement ;

- l'utilisation de l'excédent de trésorerie de l'année 2002 d'un montant de 15,3 milliards comprenant en particulier les produits des accords de pêche (8,5milliards), ce qui explique l'augmentation du déficit budgétaire qui passe de 20 milliards à 35,3 milliards

Comparativement aux lois de finances 1999, 2000, à la loi de finances rectificative 2001 et aux lois de finances 2002 et 2003 , les principaux flux retenus dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2003 sont présentés dans le tableau ci-après :

	1999	2000	2001	2001	2002	2003	2003	ECARTS
	LF	LF	LF	LFR	LF	LF	LFR	LF02-LF03
								%
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Recettes du budget général</b>	<b>490.1</b>	<b>516.6</b>	<b>601.4</b>	<b>601.4</b>	<b>688.3</b>	<b>736.3</b>	<b>781.2</b>	<b>6.10%</b>
Recettes ordinaires hors dons	490.1	516.6	591.4	591.4	680.3	728.3	728.3	0.00%
Dons budgétaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2	
Recettes exceptionnelles							43.7	
Autres recettes	0.0	0.0	10.0	10.0	8.0	8.0	8.0	0.00%
<b>Charges du budget général</b>	<b>376.1</b>	<b>417.7</b>	<b>490.5</b>	<b>618.9</b>	<b>562.0</b>	<b>634.6</b>	<b>694.8</b>	<b>9.49%</b>
Traitements et salaires	170.0	179.3	186.0	186.0	192.0	207.4	207.4	0.00%
Autres dépenses ordinaires	125.6	142.5	187.9	297.1	227.7	257.8	275.6	6.90%
- dont Assainis. filières arachide électricité	0.0	0.0	0.0	105.0	0.0	0.0	0.0	
Dépenses en capital	80.5	95.9	116.6	135.8	142.3	169.4	211.8	25.03%
<b>Solde Bud.Général hors dette pub Hors assain.</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>110.9</b>	<b>87.5</b>	<b>126.3</b>	<b>101.7</b>	<b>86.4</b>	<b>-15.04%</b>
<b>Solde Bud. Gén.hors dette pub. Y comp assain.</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>110.9</b>	<b>-17.5</b>	<b>126.3</b>	<b>101.7</b>	<b>86.4</b>	<b>-15.04%</b>
<b>Dettes publiques</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>131.4</b>	<b>108.0</b>	<b>144.3</b>	<b>117.2</b>	<b>117.2</b>	<b>0.00%</b>
<b>Solde du Budget général</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>-20.5</b>	<b>-125.5</b>	<b>-18.0</b>	<b>-15.5</b>	<b>-30.8</b>	<b>98.71%</b>
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>								
Ressources propres	37.7	44.0	31.2	31.2	40.2	37.8	37.8	0.00%
Charges	188.5	168.0	34.7	34.7	43.7	42.3	42.3	0.00%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>-150.8</b>	<b>-124.0</b>	<b>-3.5</b>	<b>-3.5</b>	<b>-3.5</b>	<b>-4.5</b>	<b>-4.5</b>	<b>0.00%</b>
dont CAA et/ ou Avals et garanties + prêts log	150.1	136.2	3.5	3.5	3.5	4.5	4.5	0.00%
<b>INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES</b>								
Ressources affectées	230.6	245.7	240.8	241.1	250.4	249.2	249.2	0.00%
Dépenses d'investissement	230.6	245.7	240.8	241.1	250.4	249.2	249.2	0.00%
<b>Solde des Invest. sur ressources ext.</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	
<b>SOLDE GLOBAL</b>								
hors dons et assainissements	<b>-36.8</b>	<b>-25.1</b>	<b>-24.0</b>	<b>-24.0</b>	<b>-21.5</b>	<b>-20.0</b>	<b>-35.3</b>	<b>76.50%</b>
Y compris dons et assainissements	<b>-36.8</b>	<b>-25.1</b>	<b>-24.0</b>	<b>-129.0</b>	<b>-21.5</b>	<b>-20.0</b>	<b>-35.3</b>	<b>76.50%</b>

Telle est l'économie du présent projet loi soumis à votre approbation.

## **B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

## LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	N° de page
1	<b>Dispositions relatives aux ressources</b>	3
2	<b>Dispositions relatives aux charges</b>	4
3	<b>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</b>	5
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Budget de fonctionnement	
4	<b>Dépenses ordinaires : services votés</b>	6
5	<b>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</b>	7
	A-1 Budget d'investissement	
6	<b>Dépenses en capital sur ressources propres</b>	8

**ARTICLE UNIQUE : Abrogation et remplacement des articles premier alinéas II et III, 2, 3, 4,5, et 6 alinéas I et II de la loi 2002-32 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003.**

Texte de l'article :

« les dispositions des articles premier Alinéas II et III,2,3,4,5,et 6 alinéas I et II de la loi 2002-32 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**PREMIERE PARTIE :  
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

**A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

Texte de l'article :

*II – Les ressources internes du budget général évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2003, à la somme de 781.200.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »*

*III. – Pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 284.513.000.000 francs CFA.*

*Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes. »*

**Exposé des motifs**

L'évaluation des ces ressources prend en compte le montant de 736,3 milliards prévu dans la loi de finances initiale 2003 ainsi que la recette constituée par les ressources PPTE 2002, disponibles au 31 décembre 2002 pour un montant de 43,7 milliards, le tout augmenté de l'appui budgétaire de 1,2 milliards octroyé par les Pays-Bas.

Par ailleurs, le même article autorise le Président de la république à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat. Le montant des emprunts est égal au montant du déficit global ( correspondant au montant supplémentaire à dégager pour la couverture du service de la dette soit 35.300.000.000 de francs CFA ) augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement ( 249.213.000.000 de francs CFA).

**B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

**ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

Texte de l'article :

*« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2003, à la somme de 812.000.000.000 de francs CFA conformément aux annexes II, III et IV de la présente loi. »*



## Exposé des motifs

En plus des charges de 751,8 milliards prévues dans la loi de finances initiale de 2003 cet article évalue le montant des charges d'un montant total de 60,2 milliards relatives à la prise en compte des l'acquisition des vivres de soudures, le financement du plan social de la SNCS, la motivation du personnel de la santé en service dans les zones rurales défavorisées et la contractualisation des certains personnels de la santé, à l'appui des Pays-Bas au ministère de l'Environnement, et au financement des dépenses d'investissement (42,4 milliards).

Par rapport à la loi de finances initiale de 2003, ces charges progressent de 60,2 milliards en valeur absolue et 8% en valeur relative.

## C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

### ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

« Pour la loi de Finances rectificative de l'année 2003, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

<i>RESSOURCES</i>		<i>CHARGES</i>		<i>SOLDE</i>
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A 1 - Recettes internes</b>	<b>781.2</b>	<b>dépenses internes</b>	<b>812.0</b>	<b>-30.8</b>
Titre 0 71 Recettes fiscales	700.5	Titre 1 dette publique	117.2	
Titre 0 72 Recettes non fiscales	27.7	Titre 2 personnel	207.4	
Titre 0 7 Recettes Exceptionnelles	45.0	Titre 3 et 4 autres dépenses	275.6	
Titre 0 7 Remboursement de prêts	8.0	Titre 5 investissement	211.8	
<b>A 2 - Recettes externes</b>	<b>249.2</b>	<b>dépenses externes</b>	<b>249.2</b>	<b>0.0</b>
Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprunts	249.2	Titre 5 investissement	249.2	
<b>TOTAL A = (A1 + A2)</b>	<b>1030.4</b>		<b>1061.2</b>	<b>-30.8</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Titre 7- Recettes	37.8	Titre 7 Dépenses	42.3	-4.5
<b>TOTAL C = (A + B)</b>	<b>1068.2</b>		<b>1103.5</b>	<b>-35.3</b>

## Exposé des motifs

Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et les charges du budget général, des comptes spéciaux du Trésor.

**DEUXIEME PARTIE :**  
**MOYENS DES SERVICES**

**A – BUDGET GENERAL :**

La deuxième partie fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement.

**A – BUDGET GENERAL**

**A-1 Budget de fonctionnement**

**ARTICLE 4 : Services votés**

Texte de l'article :

*« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2003, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 798.700.000.000 francs CFA ainsi répartie :*

- Titre 1 Amortissement et charges dette publique	117,200,000,000 francs CFA
- Titre 2 dépenses personnel	207,400,000,000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	130,605,191,000 francs CFA
- Titre 4 Autres transferts courants	343,494,809,000 francs CFA

**Exposé des motifs**

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique ( article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances initiale 2003 et ceux prévus pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les tableaux II et III annexés au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges dette publique	117,200,000,000 francs CFA
- Titre 2 dépenses personnel	207,400,000,000 francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses	474,100,000,000 francs CFA
total	<b>798,700,000,000 francs CFA</b>

## **ARTICLE 5 : mesures nouvelles – dépenses ordinaires**

Texte de l'article :

*« Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 17.787.239.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

<i>- Titre 2 dépenses personnel</i>	<i>- francs CFA</i>
<i>- Titre 3 dépenses de fonctionnement</i>	<i>4,187,239,000 francs CFA</i>
<i>- Titre 4 transferts courants</i>	<i>13,600,000,000 francs CFA</i>

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi. »*

### **Exposé des motifs**

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finance initiale 2003 et ceux prévus pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2003.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

## **A –2 BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

### **ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

Texte de l'article :

*« I.- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, les ressources internes destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 211.800.000.000 de francs CFA.*

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 211.800.000.000 de francs CFA. »*

### **Exposé des motifs**

Le financement du Budget Consolidé d'Investissement sera assuré par une subvention du budget de fonctionnement à hauteur de 211.800.000.000 francs CFA.

## **C - TABLEAUX RECAPITULATIFS**

## **- BUDGET GENERAL**

- **RECETTES**

**I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE 2003.**

**TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe**  
En milliers de francs

<b>Nomenclature budgétaire et nature recette</b>	<b>PREV.LFR 2003</b>
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>	
<b>Paragraphe 711</b> Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	75,800,000
<b>Paragraphe 712</b> Impôts sur les salaires et autres rémunérations	84,500,000
<b>Paragraphe 713</b> Impôts sur le patrimoine	1,000,000
<b>Paragraphe 714</b> Autres impôts directs	0
<b>Paragraphe 715</b> Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	393,200,000
<b>Paragraphe 716</b> droits de timbre et d'enregistrement	25,000,000
<b>Paragraphe 717</b> Droits et taxes à l'importation	120,000,000
<b>Paragraphe 719</b> Autres recettes fiscales (recettes compensatoires UEMOA)	1,000,000
<b>71 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>700,500,000</b>
<b>ARTICLE 72- RECETTES NON FISCALES</b>	
<b>Paragraphe 721-</b> Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13,100,000
<b>Paragraphe 722</b> Droits et frais administratifs	900,000
<b>Paragraphe 723-</b> Amendes et condamnations pécuniaires	100,000
<b>Paragraphe 724</b> Produits financiers	12,000,000
<b>Paragraphe 729</b> Autres recettes non fiscales	1,600,000
<b>72-TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>27,700,000</b>
<b>ARTICLE 74- DONS PROGRAMMES</b>	
<b>Paragraphe 742..</b> Dons des gouvernements étrangers	1,187,239
<b>76-TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1,187,239</b>
<b>ARTICLE 76- RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	
<b>Paragraphe 76..</b> Recettes exceptionnelles	43,800,000
<b>76-TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>43,800,000</b>
<b>ARTICLE 29- REMBOURSEMENTS PRETS ET AVANCES</b>	
<b>Paragraphe 297</b> Prêts rétrocédés	8,000,000
<b>TOTAL AUTRES RECETTES ART 29</b>	<b>8000000</b>
<b>TOTAL RECETTES INTERIEURES</b>	<b>781,187,239</b>
ARTICLE - 12 - Dons, projets et legs	91,135,000
ARTICLE - 15 Tirage sur emprunt	158,078,000
ARTICLE - 16 Dons programmes et ARTICLE - 74 Emprunts programmes	35,300,000
<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>284,513,000</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>1,065,700,239</b>

- DEPENSES

**II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE DES  
CREDITS DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2003 AVEC CELLES  
DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2003.**



**TABLEAU 2 : Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits de fonctionnement par nature de dépenses**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. Votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	
					Val. Absol.	%
Dépenses consolidées						
<i>TITRE 1 - DETTE PUBLIQUE</i>	117,200,000,000	117,200,000,000	0	117,200,000,000	0	0.00 %
<i>TITRE 2 - DEPENSE DE PERSONNEL</i>	207,400,000,000	207,400,000,000	0	207,400,000,000	0	0.00 %
<i>TITRE 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i>	130,605,191,000	130,605,191,000	4,187,239,000	134,792,430,000	4,187,239,000	3.21 %
<i>TITRE 4 - AUTRES TRANSFERTS COURANTS</i>	301,094,809,000	343,494,809,000	13,600,000,000	357,094,809,000	56,000,000,000	18.60 %
<b>TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES</b>	<b>756,300,000,000</b>	<b>798,700,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>816,487,239,000</b>	<b>60,187,239,000</b>	<b>7.96 %</b>
dont total hors dépenses de personnel et dette	431,700,000,000	474,100,000,000	17,787,239,000	491,887,239,000	60,187,239,000	13.94 %
Dotation internes ( Autres transferts courants )						
Dotation au BCI (1)	<b>169,400,000,000</b>	<b>211,800,000,000</b>		<b>211,800,000,000</b>	42,400,000,000	25.03 %
					0	
			0		0	
Dotation Aval et Garanties	<b>3,500,000,000</b>	<b>3,500,000,000</b>	0	<b>3,500,000,000</b>	0	0.00 %
Dotation Prêts au logement	<b>1,000,000,000</b>	<b>1,000,000,000</b>	0	<b>1,000,000,000</b>	0	0.00 %
<b>Total dotations internes ( Autres transferts courants )</b>	<b>173,900,000,000</b>	<b>216,300,000,000</b>	0	<b>216,300,000,000</b>	42,400,000,000	24.38 %
dont Budget Gén à CST	4,500,000,000	4,500,000,000	0	4,500,000,000	0	0.00 %
Dépenses consolidées						
<i>TITRE 1 - DETTE PUBLIQUE</i>	117,200,000,000	117,200,000,000	0	117,200,000,000	0	0.00 %
<i>TITRE 2 - DEPENSE DE PERSONNEL</i>	207,400,000,000	207,400,000,000	0	207,400,000,000	0	0.00 %
<i>TITRE 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i>	130,605,191,000	130,605,191,000	4,187,239,000	134,792,430,000	4,187,239,000	3.21 %
<i>TITRE 4 - AUTRES TRANSFERTS COURANTS</i>	127,194,809,000	127,194,809,000	13,600,000,000	140,794,809,000	13,600,000,000	10.69 %
<b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES</b>	<b>465,200,000,000</b>	<b>465,200,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>482,987,239,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>3.82 %</b>
dont total hors dépenses de personnel et dette	257,800,000,000	257,800,000,000	17,787,239,000	275,587,239,000	17,787,239,000	6.90 %

(1) BCI = Budget Consolidé d'Investissement

(2) BG à CST = Dotations du budget général aux comptes spéciaux du Trésor

## Répartition des crédits de fonctionnement par titre et par ministère

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	
					Val. Absol.	%
<b>A- DETTE PUBLIQUE</b>						
<b><u>Dettes Publiques</u></b>						
<i>Titre 1 - 10 Amortissement et charges dette publique</i>	117,200,000,000	117,200,000,000		117,200,000,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>0</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>0</b>	
<b>B- POUVOIRS PUBLICS</b>						
<b><u>Présidence de la République</u></b>						
<i>Titre 2 - 21 dépenses de personnel</i>	1,308,754,000	1,308,754,000		1,308,754,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 21 dépenses de fonctionnement</i>	3,852,723,000	3,852,723,000		3,852,723,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 21 autres transferts courants</i>	649,000,000	649,000,000		649,000,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>5,810,477,000</b>	<b>5,810,477,000</b>	<b>0</b>	<b>5,810,477,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Assemblée Nationale</u></b>						
<i>Titre 2 - 22 dépenses de personnel</i>	2,836,725,000	2,836,725,000		2,836,725,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 22 dépenses de fonctionnement</i>	2,930,500,000	2,930,500,000		2,930,500,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 22 autres transferts courants</i>	96,800,000	96,800,000		96,800,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>5,864,025,000</b>	<b>5,864,025,000</b>	<b>0</b>	<b>5,864,025,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Conseil Constitutionnel</u></b>						
<i>Titre 2 - 25 dépenses de personnel</i>	89,571,000	89,571,000		89,571,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 25 dépenses de fonctionnement</i>	70,761,000	70,761,000		70,761,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>160,332,000</b>	<b>160,332,000</b>	<b>0</b>	<b>160,332,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Conseil d'Etat</u></b>						
<i>Titre 2 - 26 dépenses de personnel</i>	140,459,000	140,459,000		140,459,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 26 dépenses de fonctionnement</i>	120,208,000	120,208,000		120,208,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>260,667,000</b>	<b>260,667,000</b>	<b>0</b>	<b>260,667,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Cour de Cassation</u></b>						
<i>Titre 2 - 27 dépenses de personnel</i>	231,436,000	231,436,000		231,436,000	0	0.00 %

<i>Titre 3 - 27 dépenses de fonctionnement</i>	113,358,000	113,358,000		113,358,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 27 dépenses de transfert</i>	2,100,000	2,100,000		2,100,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>346,894,000</b>	<b>346,894,000</b>	<b>0</b>	<b>346,894,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Cour des Comptes</u></b>						
<i>Titre 2 - 28 dépenses de personnel</i>	388,894,000	388,894,000		388,894,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 28 dépenses de fonctionnement</i>	208,250,000	208,250,000		208,250,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>597,144,000</b>	<b>597,144,000</b>	<b>0</b>	<b>597,144,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>0</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	
					Val. Absol.	%
<b>C- MOYENS DES SERVICES</b>						
<b>I - ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE</b>						
<b>PRIMATURE</b>						
<i>Titre 2 - 30 dépenses de personnel</i>	544,760,000	544,760,000		544,760,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 30 dépenses de fonctionnement</i>	2,795,710,000	2,795,710,000		2,795,710,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 30 autres transferts courants</i>	446,000,000	446,000,000		446,000,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>3,786,470,000</b>	<b>3,786,470,000</b>	<b>0</b>	<b>3,786,470,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère des Aff. Etrangère. Union Afric. Sénég. Extér.</b>						
<i>Titre 2 - 31 dépenses de personnel</i>	8,773,794,000	8,773,794,000		8,773,794,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 31 dépenses de fonctionnement</i>	9,072,645,000	9,072,645,000		9,072,645,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 31 autres transferts courants</i>	4,132,310,000	4,132,310,000		4,132,310,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>21,978,749,000</b>	<b>21,978,749,000</b>	<b>0</b>	<b>21,978,749,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère des Forces Armées</b>						
<i>Titre 2 - 32 dépenses de personnel</i>	42,793,415,000	42,793,415,000		42,793,415,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 32 dépenses de fonctionnement</i>	13,008,280,000	13,008,280,000		13,008,280,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 32 autres transferts courants</i>	490,879,000	490,879,000		490,879,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>56,292,574,000</b>	<b>56,292,574,000</b>	<b>0</b>	<b>56,292,574,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de l' Intérieur</b>						
<i>Titre 2 - 33 dépenses de personnel</i>	13,921,754,000	13,921,754,000		13,921,754,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 33 dépenses de fonctionnement</i>	6,962,707,000	6,962,707,000		6,962,707,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 33 autres transferts courants</i>	10,723,105,000	10,723,105,000		10,723,105,000	0	0.00 %
<b>Total</b>	<b>31,607,566,000</b>	<b>31,607,566,000</b>	<b>0</b>	<b>31,607,566,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de la Justice</b>						
<i>Titre 2 - 34 dépenses de personnel</i>	5,316,591,000	5,316,591,000		5,316,591,000	0	0.00 %

<i>Titre 3 - 34 dépenses de fonctionnement</i>	2,284,322,000	2,284,322,000		2,284,322,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 34 autres transferts courants</i>	81,500,000	81,500,000		81,500,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>7,682,413,000</b>	<b>7,682,413,000</b>	<b>0</b>	<b>7,682,413,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et des Organisations Prof.</b>						
<i>Titre 2 - 35 dépenses de personnel</i>	781,984,000	781,984,000		781,984,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 35 dépenses de fonctionnement</i>	634,332,000	634,332,000		634,332,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 35 autres transferts courants</i>	122,221,000	122,221,000		122,221,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>1,538,537,000</b>	<b>1,538,537,000</b>	<b>0</b>	<b>1,538,537,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Écarts	
					Val. Absol.	%
<b>Ministère des Relations avec les Institutions Parlem. Nat. Rég et de l'Union. Afric.</b>						
<i>Titre 2 - 36 dépenses de personnel</i>	50,973,000	50,973,000		50,973,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 36 dépenses de fonctionnement</i>	77,623,000	77,623,000		77,623,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>128,596,000</b>	<b>128,596,000</b>	<b>0</b>	<b>128,596,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de Coopérat. Décentral. et de la Planif. Rég.</b>						
<i>Titre 2 - 37 dépenses de personnel</i>	62,185,000	62,185,000		62,185,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 37 dépenses de fonctionnement</i>	48,000,000	48,000,000		48,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>110,185,000</b>	<b>110,185,000</b>	<b>0</b>	<b>110,185,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère Entrepr. Féminin et du Micro-crédit</b>						
<i>Titre 2 - 38 dépenses de personnel</i>	62,185,000	62,185,000		62,185,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 38 dépenses de fonctionnement</i>	48,000,000	48,000,000	0	48,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>110,185,000</b>	<b>110,185,000</b>	<b>0</b>	<b>110,185,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Sous total :</b>						
	<b>123,235,275,000</b>	<b>123,235,275,000</b>	<b>0</b>	<b>123,235,275,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>II - ACTION ECONOMIQUE</b>						
<b>Ministère de la Pêche</b>						
<i>Titre 2 - 40 dépenses de personnel</i>	531,297,000	531,297,000		531,297,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 40 dépenses de fonctionnement</i>	182,217,000	182,217,000		182,217,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 40 autres transferts courants</i>	12,000,000	12,000,000		12,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>725,514,000</b>	<b>725,514,000</b>	<b>0</b>	<b>725,514,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère des infrastructures de l'Équipement et des Transports</b>						
<i>Titre 2 - 41 dépenses de personnel</i>	740,710,000	740,710,000		740,710,000	0	0.00 %

<i>Titre 3 - 41 dépenses de fonctionnement</i>	255,175,000	255,175,000		255,175,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 41 dépenses de transfert</i>	9,600,000	9,600,000		9,600,000		0.00 %
<i>Total</i>	<b>1,005,485,000</b>	<b>1,005,485,000</b>	<b>0</b>	<b>1,005,485,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de l' Agriculture et de l'Elevage</b>						
<i>Titre 2 - 42 dépenses de personnel</i>	3,306,451,000	3,306,451,000		3,306,451,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 42 dépenses de fonctionnement</i>	1,203,604,000	1,203,604,000		1,203,604,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 42 autres transferts courants</i>	4,333,079,000	4,333,079,000		4,333,079,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>8,843,134,000</b>	<b>8,843,134,000</b>	<b>0</b>	<b>8,843,134,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Écarts	
					Val. Absol.	%
<b>Ministère de l' Economie et des Finances</b>						
<i>Titre 2 - 43 dépenses de personnel</i>	8,891,899,000	8,891,899,000		8,891,899,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 43 dépenses de fonctionnement</i>	5,129,953,000	5,129,953,000		5,129,953,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>14,021,852,000</b>	<b>14,021,852,000</b>	<b>0</b>	<b>14,021,852,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat</b>						
<i>Titre 2 - 44 dépenses de personnel</i>	283,357,000	283,357,000		283,357,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 44 dépenses de fonctionnement</i>	210,007,000	210,007,000		210,007,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 44 autres transferts courants</i>	912,848,000	912,848,000		912,848,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>1,406,212,000</b>	<b>1,406,212,000</b>	<b>0</b>	<b>1,406,212,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère des P.M.E. et du Commerce</b>						
<i>Titre 2 - 45 dépenses de personnel</i>	454,463,000	454,463,000		454,463,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 45 dépenses de fonctionnement</i>	408,393,000	408,393,000		408,393,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 45 autres transferts courants</i>	305,000,000	305,000,000		305,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>1,167,856,000</b>	<b>1,167,856,000</b>	<b>0</b>	<b>1,167,856,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire</b>						
<i>Titre 2 - 46 dépenses de personnel</i>	594,099,000	594,099,000		594,099,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 46 dépenses de fonctionnement</i>	215,571,000	215,571,000		215,571,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 46 autres transferts courants</i>	100,000,000	100,000,000	0	100,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>909,670,000</b>	<b>909,670,000</b>	<b>0</b>	<b>909,670,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Ministère des Mines, de l' Energie et de l'Hydraulique</b>						
<i>Titre 2 - 47 dépenses de personnel</i>	484,266,000	484,266,000		484,266,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 47 dépenses de fonctionnement</i>	295,554,000	295,554,000		295,554,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 47 autres transferts courants</i>	57,000,000	57,000,000		57,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>836,820,000</b>	<b>836,820,000</b>	<b>0</b>	<b>836,820,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>



<b>Ministère de l'Habitat</b>	-					
<i>Titre 2 - 48 dépenses de personnel</i>	137,934,000	137,934,000		137,934,000	0	
<i>Titre 3 - 48 dépenses de fonctionnement</i>	162,162,000	162,162,000		162,162,000	0	
<i>Total</i>	<b>300,096,000</b>	<b>300,096,000</b>	<b>0</b>	<b>300,096,000</b>	<b>0</b>	
<b>Ministère du Tourisme</b>						
<i>Titre 2 - 49 dépenses de personnel</i>	239,179,000	239,179,000		239,179,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 49 dépenses de fonctionnement</i>	136,968,000	136,968,000		136,968,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 49 autres transferts courants</i>	7,776,000	7,776,000		7,776,000		0.00 %
<i>Total</i>	<b>383,923,000</b>	<b>383,923,000</b>	<b>0</b>	<b>383,923,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b>Sous-total</b>	<b>29,600,562,000</b>	<b>29,600,562,000</b>	<b>0</b>	<b>29,600,562,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	
					Val. Absol.	%
<b>III - ACTIONS EDUCATIVE CULTURELLE ET SOCIALE</b>						
<b><u>Ministère de l'Education</u></b>						
<i>Titre 2 - 50 dépenses de personnel</i>	73,053,479,000	73,053,479,000		73,053,479,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 50 dépenses de fonctionnement</i>	23,510,329,000	23,510,329,000		23,510,329,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 50 autres transferts courants</i>	30,703,240,000	30,703,240,000		30,703,240,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>127,267,048,000</b>	<b>127,267,048,000</b>	<b>0</b>	<b>127,267,048,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Ministère de la Recherche Scient. Et Technologique</u></b>						
<i>Titre 2 - 51 dépenses de personnel</i>	130,254,000	130,254,000		130,254,000	0	
<i>Titre 3 - 51 dépenses de fonctionnement</i>	64,750,000	64,750,000		64,750,000	0	
<i>Titre 4 - 51 autres transferts courants</i>	560,977,000	560,977,000		560,977,000	0	
<i>Total</i>	<b>755,981,000</b>	<b>755,981,000</b>	<b>0</b>	<b>755,981,000</b>	<b>0</b>	
<b><u>Ministère des Sports</u></b>						
<i>Titre 2 - 52 dépenses de personnel</i>	1,012,491,000	1,012,491,000		1,012,491,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 52 dépenses de fonctionnement</i>	2,661,070,000	2,661,070,000		2,661,070,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 52 autres transferts courants</i>	70,000,000	70,000,000		70,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>3,743,561,000</b>	<b>3,743,561,000</b>	<b>0</b>	<b>3,743,561,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Ministère de la Culture et de la Communication</u></b>						
<i>Titre 2 - 53 dépenses de personnel</i>	623,514,000	623,514,000		623,514,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 53 dépenses de fonctionnement</i>	646,291,000	646,291,000		646,291,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 53 autres transferts courants</i>	1,817,739,000	1,817,739,000		1,817,739,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>3,087,544,000</b>	<b>3,087,544,000</b>	<b>0</b>	<b>3,087,544,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>
<b><u>Ministère de la Santé, de l'Hygiène et de la Prévention</u></b>						
<i>Titre 2 - 54 dépenses de personnel</i>	14,144,865,000	14,144,865,000		14,144,865,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 54 dépenses de fonctionnement</i>	10,184,560,000	10,184,560,000	500,000,000	10,684,560,000	500,000,000	4.91 %

<i>Titre 4 - 54 autres transferts courants</i>	11,014,247,000	11,014,247,000	1,800,000,000	12,814,247,000	1,800,000,000	16.34 %
<i>Total</i>	<b>35,343,672,000</b>	<b>35,343,672,000</b>	<b>2,300,000,000</b>	<b>37,643,672,000</b>	<b>2,300,000,000</b>	<b>6.51 %</b>
<b>Ministère de la Jeunesse</b>	-					
<i>Titre 2 - 55 dépenses de personnel</i>	640,675,000	640,675,000		640,675,000	0	0.00 %
<i>Titre 3 - 55 dépenses de fonctionnement</i>	797,012,000	797,012,000		797,012,000	0	0.00 %
<i>Titre 4 - 55 autres transferts courants</i>	50,000,000	50,000,000		50,000,000	0	0.00 %
<i>Total</i>	<b>1,487,687,000</b>	<b>1,487,687,000</b>	<b>0</b>	<b>1,487,687,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00 %</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFi 2003	Loi de finances rectificative pour l'année 2003				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Écarts	
					Val. Absol.	%
<b>Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>						
<i>Titre 2 - 56 dépenses de personnel</i>	1,712,031,000	1,712,031,000		1,712,031,000	0	0.00%
<i>Titre 3 - 56 dépenses de fonctionnement</i>	1,684,263,000	1,684,263,000	1,187,239,000	2,871,502,000	1,187,239,000	70.49%
<i>Titre 4 - 56 autres transferts courants</i>	11,963,000	11,963,000		11,963,000	0	0.00%
<b>Total</b>	<b>3,408,257,000</b>	<b>3,408,257,000</b>	<b>1,187,239,000</b>	<b>4,595,496,000</b>	<b>1,187,239,000</b>	<b>34.83%</b>
<b>Ministère du Développement Social</b>						
<i>Titre 2 - 57 dépenses de personnel</i>	637,017,000	637,017,000		637,017,000	0	0.00%
<i>Titre 3 - 57 dépenses de fonctionnement</i>	239,961,000	239,961,000		239,961,000	0	0.00%
<i>Titre 4 - 57 autres transferts courants</i>	262,742,000	262,742,000		262,742,000	0	0.00%
<b>Total</b>	<b>1,139,720,000</b>	<b>1,139,720,000</b>	<b>0</b>	<b>1,139,720,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale</b>						
<i>Titre 2 - 58 dépenses de personnel</i>	1,463,266,000	1,463,266,000		1,463,266,000	0	0.00%
<i>Titre 3 - 58 dépenses de fonctionnement</i>	835,306,000	835,306,000		835,306,000	0	0.00%
<i>Titre 4 - 58 autres transferts courants</i>	1,265,338,000	1,265,338,000	11,800,000,000	13,065,338,000	11,800,000,000	932.56%
<b>Total</b>	<b>3,563,910,000</b>	<b>3,563,910,000</b>	<b>11,800,000,000</b>	<b>15,363,910,000</b>	<b>11,800,000,000</b>	<b>331.10%</b>
<b>Sous-total</b>	<b>179,797,380,000</b>	<b>179,797,380,000</b>	<b>15,287,239,000</b>	<b>195,084,619,000</b>	<b>15,287,239,000</b>	<b>8.50%</b>
<b>IV - DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Dépenses Communes</b>						
<i>Titre 2 - 60 dépenses de personnel</i>	21,015,273,000	21,015,273,000		21,015,273,000	0	0.00%
<i>Titre 3 - 60 dépenses de fonctionnement</i>	39,554,626,000	39,554,626,000	2,500,000,000	42,054,626,000	2,500,000,000	6.32%
<i>Titre 4 - 60 autres transferts courants</i>	232,857,345,000	275,257,345,000		275,257,345,000	42,400,000,000	18.21%
<b>Total</b>	<b>293,427,244,000</b>	<b>335,827,244,000</b>	<b>2,500,000,000</b>	<b>338,327,244,000</b>	<b>44,900,000,000</b>	<b>15.30%</b>
<b>Sous-total</b>	<b>293,427,244,000</b>	<b>335,827,244,000</b>	<b>2,500,000,000</b>	<b>338,327,244,000</b>	<b>44,900,000,000</b>	<b>15.30%</b>
<b>TOTAL C- MINISTERES</b>	<b>626,060,461,000</b>	<b>668,460,461,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>686,247,700,000</b>	<b>60,187,239,000</b>	<b>9.61%</b>

<b>RECAPITULATION FONCTIONNEMENT</b>	<b>BUDGET</b>						
<b>A - DETTE PUBLIQUE</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>0</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	
<b>B - POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>0</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	
<b>C - MINISTERES</b>	<b>626,060,461,000</b>	<b>668,460,461,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>686,247,700,000</b>	<b>60,187,239,000</b>	<b>9.61%</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>756,300,000,000</b>	<b>798,700,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>816,487,239,000</b>	<b>60,187,239,000</b>	<b>5.71%</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES HORS DETTE PUBLIQUE</b>	<b>639,100,000,000</b>	<b>681,500,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>	<b>699,287,239,000</b>	<b>60,187,239,000</b>	<b>9.42%</b>	

## **D - PROJET DE LOI**

**ARTICLE UNIQUE :** les dispositions des articles premier alinéas II et III,2,3,4,5,et 6 alinéas I et II de la loi 2002-32 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**ARTICLE PREMIER :** II – Les ressources internes du budget général évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2003, à la somme de 781.200.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III. – Pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 284.513.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes.

**ARTICLE 2 :** Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2003, à la somme de 812.000.000.000 de francs CFA conformément aux annexes II,III et IV de la présente loi.

**ARTICLE 3 :** Pour la loi de Finances rectificative de l'année 2003, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

<i>RESSOURCES</i>		<i>CHARGES</i>		<i>SOLDE</i>
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A 1 - Recettes internes</b>	<b>781.2</b>	<b>dépenses internes</b>	<b>812.0</b>	<b>-30.8</b>
Titre 0 71 Recettes fiscales	700.5	Titre 1 dette publique	117.2	
Titre 0 72 Recettes non fiscales	27.7	Titre 2 personnel	207.4	
Titre 0 7 Recettes Exceptionnelles	45.0	Titre 3 et 4 autres dépenses	275.6	
Titre 0 7 Remboursement de prêts	8.0	Titre 5 investissement	211.8	
<b>A 2 - Recettes externes</b>	<b>249.2</b>	<b>dépenses externes</b>	<b>249.2</b>	<b>0.0</b>
Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprunts	249.2	Titre 5 investissement	249.2	
<b>TOTAL A = (A1 + A2)</b>	<b>1030.4</b>		<b>1061.2</b>	<b>-30.8</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Titre 7 - Recettes	37.8	Titre 7 Dépenses	42.3	-4.5
<b>TOTAL C = (A + B)</b>	<b>1068.2</b>		<b>1103.5</b>	<b>-35.3</b>

**ARTICLE 4 :** Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2003, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 798.700.000.000 francs CFA ainsi répartie :

- Titre 1 Amortissement et charges dette publique	117,200,000,000 francs CFA
- Titre 2 dépenses personnel	207,400,000,000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	130,605,191,000 francs CFA
- Titre 4 Autres transferts courants	343,494,809,000 francs CFA

**ARTICLE 5** : Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 17.787.239.000. francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses personnel	- francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	4,187,239,000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	13,600,000,000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.

**ARTICLE 6** : I.- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, les ressources internes destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 211.800.000.000 de francs CFA.

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2003, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 211.800.000.000 de francs CFA. »



## **ANNEXES LEGISLATIVES**

**- PREVISIONS DE RECETTES  
PAR ARTICLE ET PAR PARAGRAPHE**

## ANNEXE 1

### Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

Nomenclature budgétaire et nature recette	PREV.LFR 2003
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>	
<b>Paragraphe 711</b> Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	75,800,000
<b>Paragraphe 712</b> Impôts sur les salaires et autres rémunérations	84,500,000
<b>Paragraphe 713</b> Impôts sur le patrimoine	1,000,000
<b>Paragraphe 714</b> Autres impôts directs	0
<b>Paragraphe 715</b> Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	393,200,000
<b>Paragraphe 716</b> droits de timbre et d'enregistrement	25,000,000
<b>Paragraphe 717</b> Droits et taxes à l'importation	120,000,000
<b>Paragraphe 719</b> Autres recettes fiscales (recettes compensatoires UEMOA)	1,000,000
<b>71 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>700,500,000</b>
<b>ARTICLE 72- RECETTES NON FISCALES</b>	
<b>Paragraphe 721-</b> Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13,100,000
<b>Paragraphe 722</b> Droits et frais administratifs	900,000
<b>Paragraphe 723-</b> Amendes et condamnations pécuniaires	100,000
<b>Paragraphe 724</b> Produits financiers	12,000,000
<b>Paragraphe 729</b> Autres recettes non fiscales	1,600,000
<b>72-TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>27,700,000</b>
<b>ARTICLE 74- DONS PROGRAMMES</b>	
<b>Paragraphe 742..</b> Dons des gouvernements étrangers	1,187,239
<b>76-TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1,187,239</b>
<b>ARTICLE 76- RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	
<b>Paragraphe 76..</b> Recettes exceptionnelles	43,800,000
<b>76-TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>43,800,000</b>
<b>ARTICLE 29- REMBOURSEMENTS PRETS ET AVANCES</b>	
<b>Paragraphe 297</b> Prêts rétrocédés	8,000,000
<b>TOTAL AUTRES RECETTES ART 29</b>	<b>8000000</b>
<b>TOTAL RECETTES INTERIEURES</b>	<b>781,187,239</b>
ARTICLE - 12 - Dons, projets et legs	91,135,000
ARTICLE - 15 Tirage sur emprunt	158,078,000
ARTICLE - 16 Dons programmes et ARTICLE - 74 Emprunts programmes	35,300,000
<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>284,513,000</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>1,065,700,239</b>

**- COÛT DES SERVICES VOTES PAR POUVOIR PUBLIC OU PAR  
MINISTÈRE DES DÉPENSES ORDINAIRES**

**ANNEXE 3**  
**Coût des Services Votés**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévalut. Sces. votés
<b>A- DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dette Publique</b>		
<i>Titre 1 - 10 Amortissement et charges dette publique</i>	117,200,000,000	117,200,000,000
<i>Total</i>	<b>117,200,000,000</b>	<b>117,200,000,000</b>
<b>B- POUVOIRS PUBLICS</b>		
<b>Présidence de la République</b>		
<i>Titre 2 - 21 dépenses de personnel</i>	1,308,754,000	1,308,754,000
<i>Titre 3 - 21 dépenses de fonctionnement</i>	3,852,723,000	3,852,723,000
<i>Titre 4 - 21 autres transferts courants</i>	649,000,000	649,000,000
<i>Total</i>	<b>5,810,477,000</b>	<b>5,810,477,000</b>
<b>Assemblée Nationale</b>		
<i>Titre 2 - 22 dépenses de personnel</i>	2,836,725,000	2,836,725,000
<i>Titre 3 - 22 dépenses de fonctionnement</i>	2,930,500,000	2,930,500,000
<i>Titre 4 - 22 autres transferts courants</i>	96,800,000	96,800,000
<b>Total</b>	<b>5,864,025,000</b>	<b>5,864,025,000</b>
<b>Conseil Constitutionnel</b>		
<i>Titre 2 - 25 dépenses de personnel</i>	89,571,000	89,571,000
<i>Titre 3 - 25 dépenses de fonctionnement</i>	70,761,000	70,761,000
<b>Total</b>	<b>160,332,000</b>	<b>160,332,000</b>
<b>Conseil d'Etat</b>		
<i>Titre 2 - 26 dépenses de personnel</i>	140,459,000	140,459,000
<i>Titre 3 - 26 dépenses de fonctionnement</i>	120,208,000	120,208,000
<b>Total</b>	<b>260,667,000</b>	<b>260,667,000</b>
<b>Cour de Cassation</b>		
<i>Titre 2 - 27 dépenses de personnel</i>	231,436,000	231,436,000
<i>Titre 3 - 27 dépenses de fonctionnement</i>	113,358,000	113,358,000
<i>Titre 4 - 27 dépenses de transfert</i>	2,100,000	2,100,000
<b>Total</b>	<b>346,894,000</b>	<b>346,894,000</b>
<b>Cour des Comptes</b>		
<i>Titre 2 - 28 dépenses de personnel</i>	388,894,000	388,894,000
<i>Titre 3 - 28 dépenses de fonctionnement</i>	208,250,000	208,250,000
<b>Total</b>	<b>597,144,000</b>	<b>597,144,000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévalut. Sces. votés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>13,039,539,000</b>
<b>C- MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>I - ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE</b>		
<b>PRIMATURE</b>		
<i>Titre 2 - 30 dépenses de personnel</i>	544,760,000	544,760,000
<i>Titre 3 - 30 dépenses de fonctionnement</i>	2,795,710,000	2,795,710,000
<i>Titre 4 - 30 autres transferts courants</i>	446,000,000	446,000,000
<b>Total</b>	<b>3,786,470,000</b>	<b>3,786,470,000</b>
<b>Ministère des Aff. Etrangère. Union Afric. Sénégal. Exter.</b>		
<i>Titre 2 - 31 dépenses de personnel</i>	8,773,794,000	8,773,794,000
<i>Titre 3 - 31 dépenses de fonctionnement</i>	9,072,645,000	9,072,645,000
<i>Titre 4 - 31 autres transferts courants</i>	4,132,310,000	4,132,310,000
<b>Total</b>	<b>21,978,749,000</b>	<b>21,978,749,000</b>
<b>Ministère des Forces Armées</b>		
<i>Titre 2 - 32 dépenses de personnel</i>	42,793,415,000	42,793,415,000
<i>Titre 3 - 32 dépenses de fonctionnement</i>	13,008,280,000	13,008,280,000
<i>Titre 4 - 32 autres transferts courants</i>	490,879,000	490,879,000
<b>Total</b>	<b>56,292,574,000</b>	<b>56,292,574,000</b>
<b>Ministère de l' Intérieur</b>		
<i>Titre 2 - 33 dépenses de personnel</i>	13,921,754,000	13,921,754,000
<i>Titre 3 - 33 dépenses de fonctionnement</i>	6,962,707,000	6,962,707,000
<i>Titre 4 - 33 autres transferts courants</i>	10,723,105,000	10,723,105,000
<b>Total</b>	<b>31,607,566,000</b>	<b>31,607,566,000</b>
<b>Ministère de la Justice</b>		
<i>Titre 2 - 34 dépenses de personnel</i>	5,316,591,000	5,316,591,000
<i>Titre 3 - 34 dépenses de fonctionnement</i>	2,284,322,000	2,284,322,000
<i>Titre 4 - 34 autres transferts courants</i>	81,500,000	81,500,000
<b>Total</b>	<b>7,682,413,000</b>	<b>7,682,413,000</b>
<b>Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et des Organismes Prof.</b>		
<i>Titre 2 - 35 dépenses de personnel</i>	781,984,000	781,984,000
<i>Titre 3 - 35 dépenses de fonctionnement</i>	634,332,000	634,332,000

Titre 4 - 35 autres transferts courants	122,221,000	122,221,000
<i>Total</i>	<b>1,538,537,000</b>	<b>1,538,537,000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévalut. Sces. votés
<b>Ministère des Relations avec les Institutions Parlem. Nat. Rég et de l'Union. Afric.</b>	-	
<i>Titre 2 - 36 dépenses de personnel</i>	50,973,000	50,973,000
<i>Titre 3 - 36 dépenses de fonctionnement</i>	77,623,000	77,623,000
<i>Total</i>	<b>128,596,000</b>	<b>128,596,000</b>
<b>Ministère de Coopérat. Décentral.et de la Planif. Rég.</b>	-	
<i>Titre 2 - 37 dépenses de personnel</i>	62,185,000	62,185,000
<i>Titre 3 - 37 dépenses de fonctionnement</i>	48,000,000	48,000,000
<i>Total</i>	<b>110,185,000</b>	<b>110,185,000</b>
<b>Ministère Entrepr. Féminin et du Micro-crédit</b>	-	
<i>Titre 2 - 38 dépenses de personnel</i>	62,185,000	62,185,000
<i>Titre 3 - 38 dépenses de fonctionnement</i>	48,000,000	48,000,000
<i>Total</i>	<b>110,185,000</b>	<b>110,185,000</b>
<b>Sous total :</b>	<b>123,235,275,000</b>	<b>123,235,275,000</b>
<b>II - ACTION ECONOMIQUE</b>		
<b>Ministère de la Pêche</b>		
<i>Titre 2 - 40 dépenses de personnel</i>	531,297,000	531,297,000
<i>Titre 3 - 40 dépenses de fonctionnement</i>	182,217,000	182,217,000
<i>Titre 4 - 40 autres transferts courants</i>	12,000,000	12,000,000
<i>Total</i>	<b>725,514,000</b>	<b>725,514,000</b>
<b>Ministère des infrastructures de l'Equipement et des Transports</b>		
<i>Titre 2 - 41 dépenses de personnel</i>	740,710,000	740,710,000
<i>Titre 3 - 41 dépenses de fonctionnement</i>	255,175,000	255,175,000
<i>Titre 3 - 41 dépenses de transfert</i>	9,600,000	9,600,000
<i>Total</i>	<b>1,005,485,000</b>	<b>1,005,485,000</b>
<b>Ministère de l' Agriculture et de l'Elevage</b>		
<i>Titre 2 - 42 dépenses de personnel</i>	3,306,451,000	3,306,451,000

<i>Titre 3 - 42 dépenses de fonctionnement</i>	1,203,604,000	1,203,604,000
<i>Titre 4 - 42 autres transferts courants</i>	4,333,079,000	4,333,079,000
<i>Total</i>	<b>8,843,134,000</b>	<b>8,843,134,000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévalut. Sces. votés
<b><u>Ministère de l' Economie et des Finances</u></b>		
<i>Titre 2 - 43 dépenses de personnel</i>	8,891,899,000	8,891,899,000
<i>Titre 3 - 43 dépenses de fonctionnement</i>	5,129,953,000	5,129,953,000
<i>Total</i>	<b>14,021,852,000</b>	<b>14,021,852,000</b>
<b><u>Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat</u></b>	-	
<i>Titre 2 - 44 dépenses de personnel</i>	283,357,000	283,357,000
<i>Titre 3 - 44 dépenses de fonctionnement</i>	210,007,000	210,007,000
<i>Titre 4 - 44 autres transferts courants</i>	912,848,000	912,848,000
<i>Total</i>	<b>1,406,212,000</b>	<b>1,406,212,000</b>
<b><u>Ministère des P.M.E. et du Commerce</u></b>		
<i>Titre 2 - 45 dépenses de personnel</i>	454,463,000	454,463,000
<i>Titre 3 - 45 dépenses de fonctionnement</i>	408,393,000	408,393,000
<i>Titre 4 - 45 autres transferts courants</i>	305,000,000	305,000,000
<i>Total</i>	<b>1,167,856,000</b>	<b>1,167,856,000</b>
<b><u>Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire</u></b>		
<i>Titre 2 - 46 dépenses de personnel</i>	594,099,000	594,099,000
<i>Titre 3 - 46 dépenses de fonctionnement</i>	215,571,000	215,571,000
<i>Titre 4 - 46 autres transferts courants</i>	100,000,000	100,000,000
<i>Total</i>	<b>909,670,000</b>	<b>909,670,000</b>
<b><u>Ministère des Mines, de l' Energie et de l'Hydraulique</u></b>		
<i>Titre 2 - 47 dépenses de personnel</i>	484,266,000	484,266,000
<i>Titre 3 - 47 dépenses de fonctionnement</i>	295,554,000	295,554,000
<i>Titre 4 - 47 autres transferts courants</i>	57,000,000	57,000,000
<i>Total</i>	<b>836,820,000</b>	<b>836,820,000</b>
<b><u>Ministère de l'Habitat</u></b>		
<i>Titre 2 - 48 dépenses de personnel</i>	137,934,000	137,934,000
<i>Titre 3 - 48 dépenses de fonctionnement</i>	162,162,000	162,162,000
<i>Total</i>	<b>300,096,000</b>	<b>300,096,000</b>



<b>Ministère du Tourisme</b>		
<i>Titre 2 - 49 dépenses de personnel</i>	239,179,000	239,179,000
<i>Titre 3 - 49 dépenses de fonctionnement</i>	136,968,000	136,968,000
<i>Titre 4 - 49 autres transferts courants</i>	7,776,000	7,776,000
<i>Total</i>	<b>383,923,000</b>	<b>383,923,000</b>
<b>Sous-total</b>	<b>29,600,562,000</b>	<b>29,600,562,000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévalut. Sces. votés
<b>III - ACTIONS EDUCATIVE CULTURELLE ET SOCIALE</b>		
<b>Ministère de l'Education</b>		
<i>Titre 2 - 50 dépenses de personnel</i>	73,053,479,000	73,053,479,000
<i>Titre 3 - 50 dépenses de fonctionnement</i>	23,510,329,000	23,510,329,000
<i>Titre 4 - 50 autres transferts courants</i>	30,703,240,000	30,703,240,000
<i>Total</i>	<b>127,267,048,000</b>	<b>127,267,048,000</b>
<b>Ministère de la Recherche Scient. Et Technologique</b>	-	-
<i>Titre 2 - 51 dépenses de personnel</i>	130,254,000	130,254,000
<i>Titre 3 - 51 dépenses de fonctionnement</i>	64,750,000	64,750,000
<i>Titre 4 - 51 autres transferts courants</i>	560,977,000	560,977,000
<i>Total</i>	<b>755,981,000</b>	<b>755,981,000</b>
<b>Ministère des Sports</b>	-	-
<i>Titre 2 - 52 dépenses de personnel</i>	1,012,491,000	1,012,491,000
<i>Titre 3 - 52 dépenses de fonctionnement</i>	2,661,070,000	2,661,070,000
<i>Titre 4 - 52 autres transferts courants</i>	70,000,000	70,000,000
<i>Total</i>	<b>3,743,561,000</b>	<b>3,743,561,000</b>
<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>	-	-
<i>Titre 2 - 53 dépenses de personnel</i>	623,514,000	623,514,000
<i>Titre 3 - 53 dépenses de fonctionnement</i>	646,291,000	646,291,000
<i>Titre 4 - 53 autres transferts courants</i>	1,817,739,000	1,817,739,000
<i>Total</i>	<b>3,087,544,000</b>	<b>3,087,544,000</b>
<b>Ministère de la Santé, de l'Hygiène et de la Prévention</b>		
<i>Titre 2 - 54 dépenses de personnel</i>	14,144,865,000	14,144,865,000
<i>Titre 3 - 54 dépenses de fonctionnement</i>	10,184,560,000	10,184,560,000
<i>Titre 4 - 54 autres transferts courants</i>	11,014,247,000	11,014,247,000
<i>Total</i>	<b>35,343,672,000</b>	<b>35,343,672,000</b>
<b>Ministère de la Jeunesse</b>	-	-
<i>Titre 2 - 55 dépenses de personnel</i>	640,675,000	640,675,000
<i>Titre 3 - 55 dépenses de fonctionnement</i>	797,012,000	797,012,000
<i>Titre 4 - 55 autres transferts courants</i>	50,000,000	50,000,000
<i>Total</i>	<b>1,487,687,000</b>	<b>1,487,687,000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en LFI 2003	Loi de finances Rect pour l'année 2003
		Réévaluat. Sces. votés
<b>Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>	-	
<i>Titre 2 - 56 dépenses de personnel</i>	1,712,031,000	1,712,031,000
<i>Titre 3 - 56 dépenses de fonctionnement</i>	1,684,263,000	1,684,263,000
<i>Titre 4 - 56 autres transferts courants</i>	11,963,000	11,963,000
<i>Total</i>	<b>3,408,257,000</b>	<b>3,408,257,000</b>
<b>Ministère du Développement Social</b>	-	
<i>Titre 2 - 57 dépenses de personnel</i>	637,017,000	637,017,000
<i>Titre 3 - 57 dépenses de fonctionnement</i>	239,961,000	239,961,000
<i>Titre 4 - 57 autres transferts courants</i>	262,742,000	262,742,000
<i>Total</i>	<b>1,139,720,000</b>	<b>1,139,720,000</b>
<b>Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale</b>	-	
<i>Titre 2 - 58 dépenses de personnel</i>	1,463,266,000	1,463,266,000
<i>Titre 3 - 58 dépenses de fonctionnement</i>	835,306,000	835,306,000
<i>Titre 4 - 58 autres transferts courants</i>	1,265,338,000	1,265,338,000
<i>Total</i>	<b>3,563,910,000</b>	<b>3,563,910,000</b>
<b>Sous-total</b>	<b>179,797,380,000</b>	<b>179,797,380,000</b>
<b>IV - DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Dépenses Communes</b>		
<i>Titre 2 - 60 dépenses de personnel</i>	21,015,273,000	21,015,273,000
<i>Titre 3 - 60 dépenses de fonctionnement</i>	39,554,626,000	39,554,626,000
<i>Titre 4 - 60 autres transferts courants</i>	232,857,345,000	275,257,345,000
<i>Total</i>	<b>293,427,244,000</b>	<b>335,827,244,000</b>
<b>Sous-total</b>	<b>293,427,244,000</b>	<b>335,827,244,000</b>
<b>TOTAL C- MINISTERES</b>	<b>626,060,461,000</b>	<b>668,460,461,000</b>
<b>RECAPITULATION BUDGET FONCTIONNEMENT</b>		
<b>A - DETTE PUBLIQUE</b>	<b>117,200,000,000</b>	<b>117.200.000.000</b>
<b>B - POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>13,039,539,000</b>	<b>13,039,539,000</b>
<b>C - MINISTERES</b>	<b>626,060,461,000</b>	<b>668.460.461.000</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>756,300,000,000</b>	<b>798.700.000.000</b>

<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES</b>		
<b>HORS DETTE PUBLIQUE</b>	<b>639,100,000,000</b>	<b>681,500,000,000</b>

**- REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET PAR MINISTERE  
DES MESURES NOUVELLES APPLICABLES AUX DEPENSES  
ORDINAIRES**

## ANNEXE 4 : Répartition des mesures nouvelles

En francs

POUV. PUBL. ET MINISTREES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS				
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE				-
22 ASSEMBLEE NATIONALE				-
25 C. CONSTITUTIONNEL				-
26 C. D'ETAT				-
27 C. CASSATION				-
28 C. COMPTES				-
<b>TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	-	-	-	-
MOYENS DES SERVICES				-
30 PRIMATURE				-
31 M. AFF. ETRANG. UNI. AFRIC. SEN. EXT.				-
32 M. DEFENSE				-
33 M. INTERIEUR				-
34 M. JUSTICE				-
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF				-
36 M. RELAT. INST PARL. NAT. REG. UN. AF.				-
37 M. COOP. DEC. PLANF. REG				-
38 M ENTREP FEM. MICRO-CREDIT				-
<b>Sous- total action administ. générale</b>	-	-	-	-
40 M. PECHE				-
41 M. INFRAST. EQUIP. TRANSPORTS				-
42 M. AGRICULTURE ELEVAGE				-
43 M. ECONOMIE FINANCES				-
44 M. INDUSTR.ARTISANAT				-
45 M. PME et COMMERCE				-
46 M. URBAN.AMENAGEMENT TERRIT.				-
47 M. MINES ENERGIE HYDRAULIQUE				-
48 M. HABITAT				-
49 M. TOURISME				-
<b>Sous - total action économique</b>	-	-	-	-
50 M. EDUCATION				-
51 M. RECH. SCIENT. TECHNOLOG.				-
52 M. SPORTS				-
53 M. CULTURE COMMUNICATION				-
54 M. SANTE HYG. PREVENTION		500,000,000	1,800,000,000	2,300,000,000
55 M. JEUNESSE				-
56 M ENVIRO. PROT NATURE		1,187,239,000		1,187,239,000
57 M. DEVELOP. SOC.				-
58 M. FAMILLE SOLID NAT.			11,800,000,000	11,800,000,000
<b>Sous total action culturelle et sociale</b>	-	<b>1,687,239,000</b>	<b>13,600,000,000</b>	<b>15,287,239,000</b>
60 CHARGES NON REPARTIES		2,500,000,000		2,500,000,000
<b>TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	-	<b>4,187,239,000</b>	<b>13,600,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>
<b>TOTAL TITRES 1 et 2</b>	-	<b>4,187,239,000</b>	<b>13,600,000,000</b>	<b>17,787,239,000</b>

- **BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

## ANNEXE 5

### Budget consolidé d'investissement

En millions de francs

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL			
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)							
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA		CP+PT	
		AP	CP	FA	PT	FA	PT				
5	Investissements	917,292	211,800	874,299	158,078	462,179	91,135	2,253,770	461,013		

**AP** = autorisation de programme

**CP** = crédits de paiement

**FA** = financement acquis

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

budgétaire

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements extérieurs

Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère